

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Chronique-de-la-Place-Murillo-Bolivie>

Chronique de la Place Murillo, Bolivie

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : vendredi 14 février 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Heinz Dieterich Steffan

Rebelión

13 février le 2003

C'était trois heures de l'après-midi le 12 février, quand le Comité Exécutif de la Centrale Ouvrière bolivienne (COB) examinait "le Manifeste de la COB au Pays". Des gaz lacrymogènes, qui ont pénétré par les fenêtres du bureau, ont compliqué la discussion et on entendait de plus en plus les tirs d'armes de guerre, depuis la historique Place de Murillo du centre de La Paz, siège du Congrès de la nation et à cinq pâtés de maison de la COB.

Saturnino Mallcu Choquetylla, Secrétaire Exécutif de la COB donne lecture à la proposition du Manifeste et demande les "considérations" des autres.

Quand soudain des pleurs interrompent la session, on ouvre intempestivement la porte et trois femmes entrent, en implorant de l'aide à la COB : "Les militaires nous tuent comme des animaux, tuent nos maris, aidez-nous s'il vous plaît".

On les rassure et la discussion suit.

Arrivent deux délégués du Syndicat de Mineurs. « L'Alto se soulève » ils disent, en se référant à l'immense ceinture de misère au tour de la La Paz. "Les travailleurs sortent des usines et l'armée a commencé à tirer. Il y a déjà plusieurs blessés ". Le peuple est en train de se soulever.

Demain, il y a grève national, dit Saturnino et la manifestation sera très forte. Le président du syndicat des mineurs, un vieux de la lutte sociale, interrompt. "Je crois, que nous ne devons pas discuter ici, quand le peuple est dans la rue. La COB doit être avec le peuple."

"Tu sais qu'il est très difficile d'arriver à la Place Murillo, parce que toute la zone est militarisée", répond Saturnino ; mais rapidement les avis sont unanimes : le syndicat doit aller combattre dans la rue. "Vámonos", dit Saturnino, il saisit ses papiers et tous le suivent vers la rue. Ils dévoilent le drapeau rouge de la COB et quelque vingt membres du comité exécutif se groupent derrière elle.

En face se trouve le bâtiment de la Force Aérienne et depuis le toit un Policier Militaire les observe à travers un télescope. Il informe le Commando d'Opérations, que la COB est dans la rue. C'est préoccupant, parce que l'armée a placé des tireurs d'élite dans les bâtiments les plus hauts qui ont déjà tué à plusieurs personnes. Quelqu'un leur crie "fils de putes" et les vingt courageux commencent leur marche vers la Place Murillo.

La confrontation dans la place est violente. 6 policiers, 7 civils et 2 membres de l'armée sont déjà mort. La bataille rangée est entre deux fractions de l'État. Le gouvernement du président néo-libéral Gonzalo Sánchez de Losada, riche chef d'entreprise « étranger » qu'il sait à peines parler espagnol il a décrété un impôt de jusqu'à 12.5 % sur les salaires qui diminue encore plus les rachitiques salaires des enseignants, de policiers, travailleurs et d'autres secteurs très mal payés.

Le rejet de la mesure fiscale est général, mais chef d'entreprise-

président « gringo » n'écoute pas les avertissements des policiers mutinés. "Nous allons nous défendre avec de vraies munitions, si l'armée intervient ", ils avaient prévenu les fonctionnaires néo-libéraux. Toutefois, le président « gringo » ne fait pas attention. Il ne le peut pas. Ses maîtres se trouvent tout près. Dans un hôtel de cinq étoiles de la La Paz réside une mission du Fonds Monétaire International (FMI) qui a dicté la mesure. "Ou c'est l'impuestazo", ils l'ont dit à leur employé politique Sánchez de Losada, "ou c'est l'augmentation de l'essence. C'est l'impuestazo" il a répondu Losada. C'est pourquoi le sang court sur la Place Murillo.

En s'approchant la Place, les gens et les policiers applaudissent à la petite avant-garde de la COB, qui commence à entraîner les gens de la rue derrière elle. L'odeur du gaz lacrymogène devient plus aiguë, les yeux, la gorge et le nez commencent à brûler. "Fumer une cigarette amoindrit l'effet du gaz" conseillent quelques un pendant que d'autres font de grands feus dans la rue, avec le même objectif. Le son court et sec d'armes légères, le fracas des calibres les plus lourds, les salves des mitrailleuses et les explosions des bombes lacrymogène menacent la "petite armée folle" de la COB et du peuple.

Le moment décisif approche. Rester dans les rues voisines ou entrer dans la place, en s'exposant à la mort. "Avec canon et mitraille, le peuple ne se tait pas", s'élève le cri du défi et avec un héroïsme extraordinaire, les manifestants, dirigés par le comité exécutif de la COB et abrités sous leur drapeau rouge, quittent la protection des maisons pour entrer dans la Place.

Quand la tête de la manifestation tourne au tour de la Place pour aller vers le Congrès, commencent les tirs. De l'autre côté, les policiers, armés avec quelques fusils M-16, font des signes pour se mettre à couvert et abandonner la Place.

Mais il est trop tard. Les vingt premiers sont sans défense face aux mitrailleuses du Congrès, tandis qu'au-dessus des têtes du reste du groupe, quelque 80, les balles font impact dans les verres du premier étage d'une demeure jaune. En étant protégé derrière le peu d'arbres qu'il y a et d'un kiosque à journaux, ils attendent le moment pour traverser la rue. Dix mètres qui peuvent être la ligne de division entre la vie et le mort.

Applaudissements ! Arrivent 3 policiers avec des armes de guerre : M-16 et grenades de main. Commandos Spéciaux, type Rambo. Le premier traverse la rue en courant, devant le tir d'une mitrailleuse, qui depuis le Congrès essaye de le tuer, sans l'obtenir. Le deuxième répète l'exploit. Les gens crient, applaudissent, rient. C'est la joie débordante de désarmés, de pauvres, de ce qui sont sans défense.

Dix minutes ensuite le rideau bouge dans le troisième étage de la demeure jaune. Le Rambo No. 1 réapparaît. Il ouvre prudemment une aile de la porte et on aperçoit le canon de son fusil. Les gens s'excitent devant le moment

de leur douce vengeance qui sera le tir de cette arme mortelle. Mais, ils ne fêtent pas pour ne pas alerter les militaires dans le Congrès.

Le canon vise brièvement et le tir part. La foule explose dans des cris et des applaudissements. La voix de ceux sans voix a parlé ; l'arme de ceux sans arme s'est faite entendre.

À 16 :30 heures, le président « gringo » ordonne la retraite des Forces Armées, de la Policier Nationale et de « l'impuestazo » de ses amis du FMI : les délinquants au col blanc observent depuis leur hôtel de luxe le soulèvement du peuple Aymara courageux, des Collas préhispaniques, aujourd'hui représentants dignes de la république qui porte le nom du Libérateur (Bolivar).

Trop tard ! Tandis que la télévision de l'oligarchie pleure la perte de la propriété privée, en inventant mensonge après mensonge pour calomnier au peuple - au style des manipulateurs professionnels vénézuéliens - la festivité populaire continue sa marche. Brûlent les Ministères, la vice-présidence, les bureaux des partis du mauvais gouvernement...

Pendant ce temps, le gouvernement a militarisé toute la zone où se trouvent les bureaux du Comité Exécutif de la COB. Trop tard ! Celui-ci se réunit dans la clandestinité. Il prépare le jour de la grande manifestation...

P.C. : Lucio Gutiérrez(*) écoutera-il ?

Post-scriptum :

(*) Président de l'Equateur

Rebelión